

Le marché financier : complémentarité entre une banque d'Etat et un projet de crédit décentralisé, dans la plaine des Joncs au sud du Vietnam

Etienne Colliot, Ho Van Ngan

La partie sud du Vietnam a connu, à la suite de la réunification du pays en 1975, un système de régulation économique fortement centralisé. La mise en place d'une politique de planification centrale par le quatrième congrès du parti communiste vietnamien, en 1976, s'est accompagnée d'une prise en main des moyens de production par les pouvoirs publics et d'une collectivisation de l'agriculture. Comme en fait état le *Mékong Delta Master Plan* en 1991 (BIRD-UNDP, 1991), les performances économiques de cette période se caractérisent, dans le sud du pays, par une forte résistance au changement, une stagnation des productions et une certaine inefficience. En 1980, le produit national brut est retombé au niveau de 1976. Cependant, dès le cinquième congrès, en 1979, une réflexion s'est engagée pour améliorer la situation du pays. Une série de décrets et de résolutions s'en est suivie, pour aboutir finalement à la politique de rénovation *Doi Moi* (1986), au retour de la

notion d'exploitation agricole familiale (1988) et du droit foncier (1993). Ces réformes s'accompagnent de la libéralisation du commerce et de mesures concernant l'amélioration des infrastructures, la recherche, la vulgarisation et le marché financier rural. Une analyse des besoins de financement, liés aux évolutions récentes, est nécessaire : les différentes sources de financement actuellement disponibles pour le monde paysan, l'évolution de la Banque agricole du Vietnam et de l'émergence de nouveaux acteurs (Caisses de crédit populaire, Banque des pauvres, etc.). Cette analyse est d'autant plus utile que de nouveaux intervenants existent, avec la présence de nombreuses organisations non gouvernementales dans le monde rural. En 1997, après quatre ans d'intervention en matière de financement rural, l'expérience du projet ISA/FOS/DTM fournit des éléments de réponse quant à la complémentarité des intervenants financiers en milieu rural.

L'intermédiation financière en milieu rural

La transition vers l'économie de marché a eu des conséquences. L'Etat et les coopératives se sont désengagés des services qu'ils assuraient auparavant et les familles paysannes doivent, aujourd'hui, assurer elles-mêmes le financement des productions agricoles et leur approvisionnement en intrants. Différentes sources de crédit existent et sont utilisées conjointement par les familles.

Le secteur informel

Le crédit informel revêt des formes très diverses. Il est fortement individualisé, les modalités varient selon les relations prêteur/emprunteur. Pour la famille ou les amis proches, il s'agit de crédits de court terme ou d'urgence, de petit montant, généralement sans intérêt. Quand il provient de personnes riches du village ou de villages voisins, le crédit est en or ou en monnaie, avec des taux d'intérêt allant de 8 à 15 % par mois. De la part des commerçants fournisseurs d'intrants (engrais, pesticides...), l'emprunt se fait en nature au début de la campagne. Le taux d'intérêt oscille entre 3 et 10 % par mois. Les prestations de services mécanisés (labour, battage...) ou de travaux manuels (repiquage, désherbage...) peuvent aussi donner lieu à un paiement différé à la récolte, avec un taux d'intérêt similaire. Enfin, le *hui* est une forme traditionnelle d'épargne-crédit qui s'apparente à une tontine avec intérêt. Les systèmes sont divers et surtout pratiqués par

E. Colliot : s/c M. U Aung Khin, GRET Myanmar, 21/A East Wireless Lane 2, Kaba Aye, Mayangon, Yangon, Myanmar.
Ho Van Ngan : responsable du volet crédit, Projet ISA/FOS/DTM, 121 rue Nguyen Binh Khiem, Q1, TP Hô Chi Minh-Ville, République socialiste du Vietnam.

Tirés à part : E. Colliot

Cahiers Agricultures 1997 ; 6 : 377-83
Agriculture et développement 1997 ; 15 : 59-65

Conversion des devises (au 30 mai 1997).

Devises	Achat (dongs vietnamiens VDN)	Vente (dongs vietnamiens VDN)
Dollar US (\$)	11 630	11 661
Franc français (FF)	1 911	2 055

des personnes disposant d'un revenu régulier.

Il est difficile de connaître l'importance du marché informel. Il est, théoriquement, interdit par les autorités et les paysans en parlent difficilement. En raison de l'augmentation de l'impact du secteur formel, les taux d'intérêt du crédit privé semblent à la baisse. Cependant, cette source de financement reste très importante : 60 à 70 % des familles rurales ont encore recours au crédit informel (UNDP, 1996).

Le secteur formel

Avant 1988, le secteur formel était représenté par la Banque centrale, qui avait pour mission le refinancement des coopératives de production, des plantations, des stations et des fermes d'Etat. L'intermédiation financière locale était assurée par les coopératives de crédit. Celles-ci ont été organisées depuis 1956 dans le nord du pays et depuis 1986 dans le sud. L'expérience s'est révélée désastreuse avec de nombreuses faillites. La plupart de ces coopératives étaient de simple schémas pyramidaux où les capitaux des derniers arrivés finançaient les intérêts des premiers. Cette crise a entraîné la perte de confiance du public dans toute l'organisation d'épargne-crédit. Fin 1990, 160 coopératives de crédit subsistaient sur un total de 7500 (Dao Hung et Nguyen Huu Tai, 1993). En 1988, les fonctions commerciales de la Banque d'Etat ont été divisées en quatre banques spécialisées : la Banque du commerce et de l'industrie, la Banque du commerce extérieur, la Banque de développement agricole, la Banque pour l'investissement et le développement.

Aujourd'hui, en milieu rural, le marché financier formel regroupe différents intervenants. La Banque agricole du Vietnam représente de loin le plus important. A côté de celle-ci, la Banque des pauvres, créée en août 1995, utilise le réseau de la Banque agricole pour la distribution de ses fonds. Troisième acteur, les Caisses populaires ont été établies en 1993 par la Banque nationale selon le modèle des Caisses populaires d'épargne-crédit Desjardins au Canada. Ce système a rencontré beaucoup d'enthousiasme dans les zones où il a été testé. Différents programmes nationaux, comme le fonds pour la création d'emplois et le fonds de lutte contre la faim et pour la réduction de la pauvreté, existent mais ils n'ont qu'un impact limité. Les organisations de masse, relais entre le pouvoir central et les catégories socio-économiques importantes (les femmes, les paysans, les

jeunes, les anciens combattants...) offrent un service important de redistribution de fonds de crédit, en particulier l'Union des femmes.

L'émergence de nouveaux acteurs

Depuis 1992, de nombreuses organisations non gouvernementales étrangères ont lancé des projets dans des domaines divers : environnement, enfance des rues, éducation, santé, agriculture, élevage, foresterie, infrastructures, etc., ainsi que dans le domaine de l'intermédiation financière, en s'appuyant sur l'expérience acquise dans ce domaine par d'autres pays. Un recueil des projets d'organisations non gouvernementales intervenant sur l'épargne-crédit a été réalisé en 1995 ; les 60 projets répertoriés ont un budget de prêt de 2,1 millions de dollars US et touchent 67 000 familles. Ce recueil n'étant pas exhaustif, ces chiffres sont sûrement sous-estimés (UNDP, 1996).

La Banque agricole du Vietnam

La Banque agricole du Vietnam compte plus de 500 agences réparties dans tout le pays. Ses ressources proviennent de l'Etat et de prêts internationaux. En 1995, elle a distribué du crédit à environ 5 millions de familles rurales (UNDP, 1996). Son histoire est très récente, puisqu'avant 1988, seule la Banque d'Etat du Vietnam était présente. De 1988 à 1991, elle ne prêtait qu'aux entreprises, fermes ou plantations d'Etat. Elle a commencé son activité de prêt aux structures familiales suite au décret du gouvernement n° 202 du 6 août 1991 stipulant que les bénéficiaires doivent être désormais les familles paysannes plutôt que les organismes d'Etat.

Comme dans la plupart des pays en voie de développement, les débuts ont été difficiles : en 1991-1992, la Banque agricole ne disposait que de très peu de ressources et ne

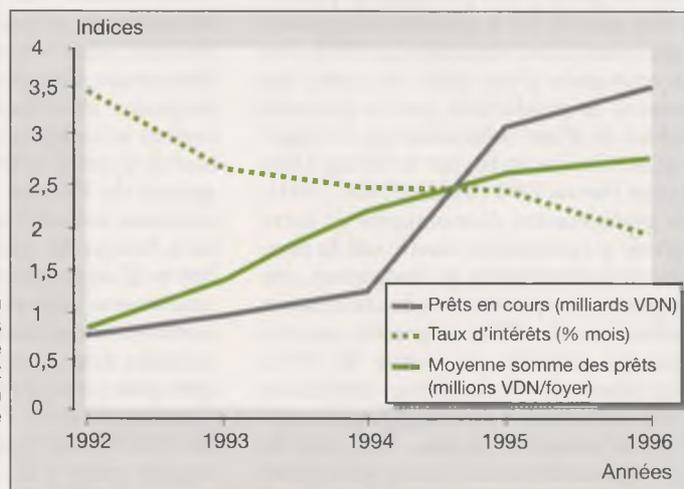


Figure 1. Evolution des prêts accordés par la Banque agricole du district de Nam Thanh (source : Programme fleuve Rouge, Hanoi, Vietnam).

Tableau 1

Evolution des prêts accordés par la Banque agricole du district de Tan Thanh.

Campagne agricole	1993/1994	1994/1995	1995/1996
Nombre d'emprunteurs	3 310	6 105	8 702
% de familles touchées	29	54	74
Montant total (milliers VDN)	8 376 891	14 128 000	21 469 000
Montant par famille (VDN)	2 530 783	2 314 169	2 467 000

touchait qu'un pourcentage minime de familles — 7,4 % des familles dans la plaine des Joncs. Les pressions étaient fortes et seules les familles influentes et riches bénéficiaient du crédit, ce sont aussi celles pour lesquelles les conséquences d'un non remboursement étaient moindres. Cette période critique a pu être surmontée grâce à l'augmentation rapide du volume financier disponible à l'échelle des agences de district qui a permis à la banque de s'affranchir peu à peu des pressions, en même temps qu'un développement de la rigueur et du professionnalisme bancaire. L'appui des bailleurs de fonds internationaux — Banque

mondiale, Banque asiatique de développement, Union européenne... — a fortement contribué à la nouvelle dynamisation de cette structure.

En 1991, les prêts au secteur privé représentaient 4 à 5 % du volume financier total. En 1995, ils représentaient 70 % du volume total et 50 % des familles rurales du Vietnam auraient déjà bénéficié d'opérations de crédit de la banque (figure 1). Ce développement exponentiel de l'activité de la banque est surtout sensible au sud du pays, dans les zones de production rizicole où il est relativement simple de mettre en place un crédit de campagne. Dans les zones reculées du centre du

pays, dominées par les cultures pérennes, l'évolution est beaucoup plus limitée.

En plus des activités de crédit, la banque propose un service d'épargne avec différents types de dépôt : à vue, bloqué 3 mois, bloqué 6 mois. Même s'il est difficile d'obtenir des informations précises, il semble que le nombre de familles concernées soit faible. Les fonds ainsi collectés ne couvriraient que 10 à 30 % des prêts (données du district de Tan Thanh, 1993 ; tableau 1), le solde étant couvert par la province.

La redynamisation de la Banque agricole comporte toutefois des limites souvent citées par les bénéficiaires : nécessité de justifier de

Encadré

Le milieu physique et humain de la plaine des Joncs

Tout au nord du delta du Mékong, bordant le Cambodge, la plaine des Joncs est l'un des derniers fronts pionniers du delta (figure 2). Sa tardive mise en valeur s'explique par les mauvaises conditions qui caractérisent cette zone : sols sulfatés acides, 3 à 4 mois de crue annuelle au régime aléatoire, enclavement, services de santé et d'éducation déficients. L'histoire de la colonisation de cette région passe par une longue phase caractérisée par des vagues d'installation et de retrait, liées aux modifications profondes qui ont rythmé la construction du Vietnam actuel. La seconde phase, récente, voit l'arrivée massive de migrants affluant des régions en situation de saturation foncière (Cauchois, 1993). Durant les premières années de mise en culture, les pionniers prennent d'énormes risques financiers avec, à la clef, la possibilité de disposer d'une surface importante en terre dont la qualité ne peut que s'améliorer avec le temps (Husson *et al.*, 1996). Cependant, les chances de tous ne sont pas égales, notamment en liaison avec le capital d'investissement de départ. Ainsi, la différenciation sociale, rapide, se joue dans les premières années, les plus aléatoires en terme de résultats agronomiques. Ceux qui rencontrent l'échec revendent leur terre et doivent alors soit repartir, soit se résoudre au statut d'ouvrier agricole sans terre.

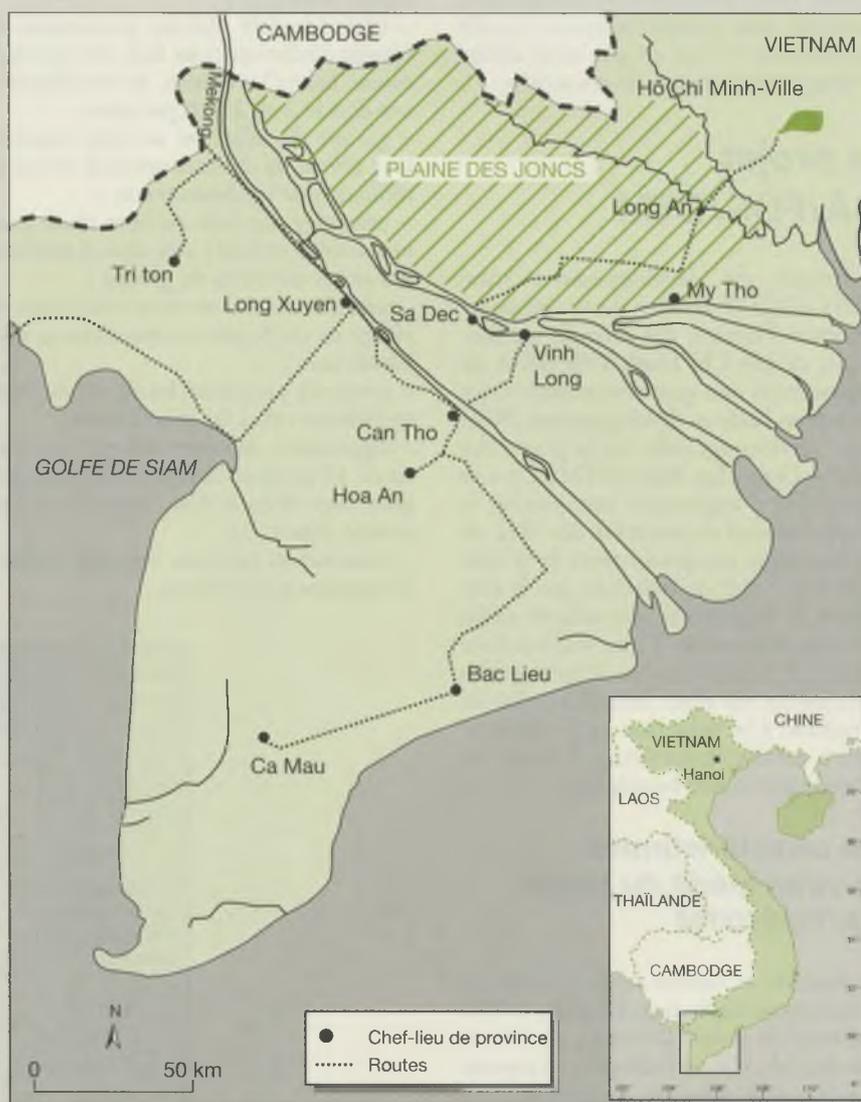


Figure 2. La plaine des Joncs.

garanties foncières ; procédures longues, compliquées et coûteuses ; frais de transport importants pour rejoindre le siège de la banque ; faiblesse du montant maximum des prêts et de la durée de ceux-ci ; prêts réservés pour les campagnes agricoles (dans le sud du pays), etc. Mais les règles d'octroi du crédit ne sont pas figées et la banque fait preuve d'une grande capacité d'adaptation avec, chaque année, le test de nouvelles procédures.

Malgré cette amélioration de la situation générale, le problème de l'accès au capital reste important en milieu rural. Dans une région du delta du Mékong, la plaine des Joncs (*encadré*), l'organisation non gouvernementale FOS a lancé une action de crédit qui se veut complémentaire de la Banque agricole. Dans ce contexte de changement, comment cette complémentarité est-elle appréhendée ? C'est ce que nous allons développer dans la suite de cet article.

Le projet ISA/FOS/DTM

Le projet de développement rural ISA/FOS/DTM est issu de la collaboration entre l'Institut des sciences agronomiques de Hô Chi Minh-Ville (ISA), de l'organisation non gouvernementale belge Fonds pour l'aide au développement (FOS) et des services agricoles de la plaine des Joncs ou *Dong Thap Muoi* (DTM). Dans ce milieu d'une importante complexité, le principal objectif du projet fut, dès 1992, de venir en appui aux producteurs de la zone grâce à un volet de recherche sur la riziculture de défriche en sols sulfatés acides puis d'un volet crédit. L'intervention de ce dernier fut volontairement dirigée vers les populations les plus démunies afin de contribuer à la réduction de la différenciation sociale et permettre à terme un développement plus homogène.

Les caractéristiques du volet crédit du projet ISA/FOS/DTM

Les objectifs de l'action crédit se résument en trois points importants (Colliot, 1995) :

- système de crédit alternatif, durable et reproductible, d'accès facile pour les paysans pauvres et sans garanties matérielles ;
- système de crédit complémentaire à ceux déjà pratiqués par la Banque agricole avec une population cible, des modalités et une organisation différentes ;

- gestion du système de crédit nouvelle, locale, par et pour les paysans, à travers la formation d'associations villageoises de crédit.

Pour répondre à ces objectifs, la définition des modalités du système de crédit était une première étape primordiale. Celles-ci ont été construites en collaboration avec les bénéficiaires eux-mêmes :

- montant du premier crédit faible, 50 dollars US puis 70 dollars US jusqu'à 90 dollars US dans le quatrième cycle ;
- mise en place d'un fonds d'assurance géré localement, alimenté par une cotisation des bénéficiaires de 1 à 2 % du montant du crédit ;
- remboursement mensuel, capital et intérêts en 10 mois, l'intérêt étant calculé sur le capital restant dû ;
- taux d'intérêt réaliste, permettant de couvrir l'inflation et les frais de suivi de la caisse. Selon les caisses, les bénéficiaires ont décidé 2 ou 2,5 % par mois ;
- groupe de solidarité de cinq membres avec liberté de choix et entraide en cas de difficultés de remboursement ;
- utilisation du prêt en libre choix pour une activité rentable avec accord préalable des autres membres du groupe ;
- arrêt d'octroi de nouveaux crédits dans un village en cas de non remboursement d'un bénéficiaire ;
- service de proximité, les agents de crédit se déplacent chez les bénéficiaires ;
- organisation de caisses villageoises à partir de 10 groupes dans une région homogène, avec élection d'un secrétaire et d'un comité (*figure 3*) ;
- documents, contrats, registres simples, demandant peu d'efforts.

La première difficulté d'un tel système réside dans l'accès à une population cible définie. Ainsi, pour ménager les susceptibilités, aucune catégorie sociale n'est a priori écartée de l'accès au crédit, bien qu'au départ, il est précisé qu'il s'agit d'un crédit pour les pauvres. Les règles et modalités sont construites pour une meilleure adaptation possible aux plus démunis et sont contraignantes pour les plus riches. Cela se traduit par un montant faible pour les riches mais estimé raisonnable pour les pauvres. Le remboursement périodique est rassurant et peu contraignant pour ces derniers, habitués à louer leur main-d'œuvre ou à développer de petites activités rémunératrices puisque leur faible surface leur en laisse le temps. Il est plus contraignant pour les plus riches. La formation du groupe de caution solidaire, avec l'éventualité d'être forcé à rembourser pour un membre défectueux est une notion difficile à accepter pour les plus aisés. La deuxième difficulté concerne la relation avec les autorités locales. Celles-ci sont en situation de perte de pouvoir dans cette période de transition et cherchent à le regagner. Aussi sont-elles au départ favorables à cette action. L'enjeu consiste à leur donner un rôle dans le système tout en s'affranchissant de leur pression pour reprendre à leur compte la mise en place, la gestion des fonds et l'organisation du crédit. Pour ce faire, ces autorités sont associées lors de la présentation des premiers bénéficiaires, ceux-ci se chargeant de présenter les suivants. Le comité populaire de village conserve toutefois le droit de refuser l'octroi du crédit à telle ou telle famille. En échange de quoi, il s'engage à appuyer le projet en cas de difficulté de remboursement. Si aucune ambiguïté ne réside, chacun gardant ses fonctions, une

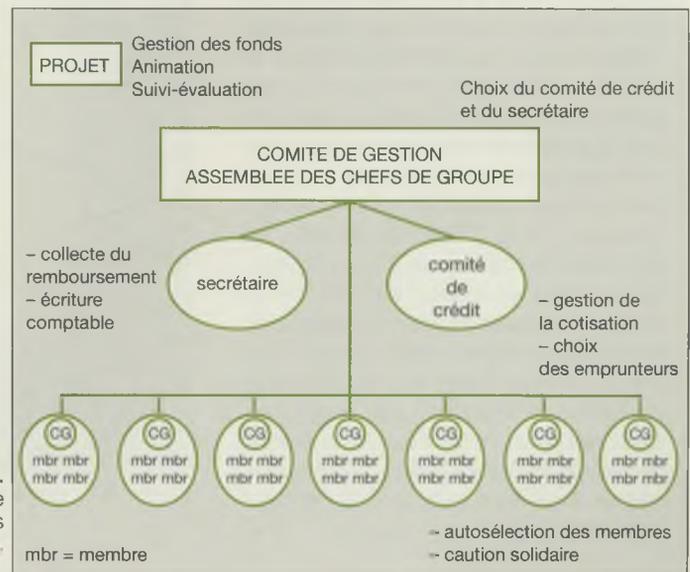


Figure 3. Organigramme fonctionnel des caisses.

saine collaboration peut s'établir. Là où les autorités n'ont pas accepté cette répartition des rôles, le projet a décidé de ne pas intervenir.

Les résultats du volet crédit

Après trois ans d'activités, 12 agents de crédit gèrent 3 500 familles bénéficiaires regroupées en 34 caisses villageoises et réparties sur 4 districts (figures 4, 5). Les agents de crédit, issus du milieu local et habitués au contact avec les paysans, offrent à ces derniers un service de qualité. Chaque agent confirmé gère 300 à 400 crédits. Le taux de remboursement obtenu depuis 3 ans est de 100 %, grâce au sérieux des bénéficiaires, des autorités locales et de l'équipe du projet et aussi parce que plusieurs conditions ont été réunies : croissance lente du nombre de bénéficiaires, temps d'attente suffisant avant l'obtention du premier crédit, construction d'une éthique de travail dans l'équipe. Ce taux se maintient également à cause d'une longue habitude des paysans du delta du Mékong d'utilisation du crédit (Henry, 1932) et par la relative facilité à organiser la pression sociale dans le contexte vietnamien, d'autant plus que le marché financier rural n'est pas saturé et que chacun est en attente de crédit.

Complémentarité avec les acteurs institutionnels

Les animateurs du projet ont toujours affiché leur volonté de complémentarité avec la Banque agricole : il n'y a pas lieu, pour un organisme étranger, de doubler l'activité d'un organisme national officiel, surtout lorsque celui-ci est dynamique et en pleine croissance.

La Banque nationale du Vietnam

Le budget utilisé par le projet provenant de l'extérieur du Vietnam, la Banque nationale dit n'avoir pas de pouvoir sur les actions de crédit engagées si l'accord des autorités provinciales, de districts et des villages est acquis. La question de la collecte de l'épargne est plus sensible, d'autant plus que la Banque nationale est la structure qui supervise la mise en place des caisses populaires dont la base est la collecte de

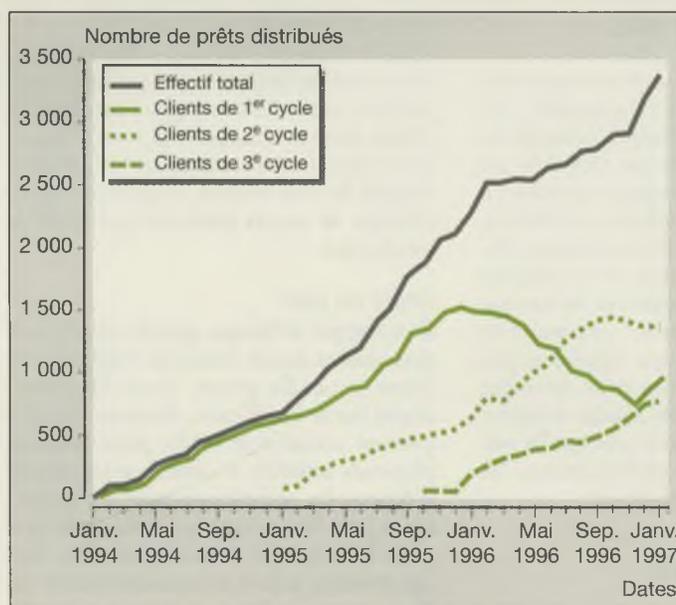


Figure 4. Evolution mensuelle du nombre de prêts distribués par le projet ISA/FOS/DTM.

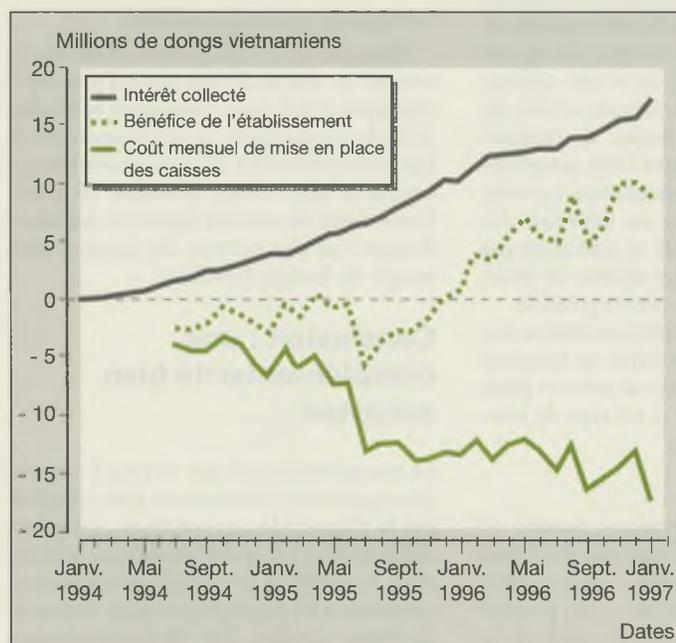


Figure 5. Résultats financiers mensuels de l'expérimentation crédit du projet ISA/FOS/DTM.

l'épargne. Il est clair que si le projet intervenait sur l'épargne, il se placerait en concurrence avec la Banque nationale dans sa promotion des caisses populaires et rencontrerait alors des difficultés.

Les autorités locales

Les autorités locales sont confrontées très régulièrement aux demandes paysannes en matière d'appui, de justification des taxes perçues. Aussi sont-elles, en général, très favorables.

Les autorités provinciales sont très positives

sur l'action conduite. Les provinces qui se partagent la plaine des Joncs ont à faire face aux difficultés de développement de cette région particulière. Le gouvernement central pousse pour le développement de la plaine des Joncs mais les provinces sont désarmées pour la mise en œuvre de cette volonté. Toutes les bonnes volontés sont donc les bienvenues et la présence de projets comme ISA/FOS/DTM est bien accueillie, d'autant plus que ce projet a défini des priorités tout à fait en accord avec celles des provinces. Dans ces conditions, celles-ci apportent un soutien important dans les relations avec les autorités locales des échelons inférieurs.

La Banque agricole

La perception d'une complémentarité ou d'une concurrence est très variable : le vice-directeur de la Banque agricole de la province de Long An est très clair sur l'impossibilité de la banque à prendre en charge toutes les demandes de crédit émanant du monde rural. Il est conscient des limites de son organisme, en particulier dans le nouveau contexte où la banque doit être une entreprise commerciale comme les autres, ce qui implique une rigueur importante et une prise de risque raisonnée. Il est favorable à toute initiative en matière de crédit, pour peu qu'elle soit en accord avec la loi vietnamienne, les autorités locales et les paysans.

Les bénéficiaires

Les paysans sont les principaux concernés par la cohabitation de différents systèmes de crédit. En ce qui concerne leur perception d'une complémentarité ou d'une concurrence entre le crédit de la banque et celui du projet, c'est plutôt la notion de complémentarité qui ressort dans l'état actuel des systèmes proposés. Si concurrence il y avait, ce serait certainement au bénéfice des emprunteurs, puisqu'elle se traduirait par une compétition entre les offreurs de crédit pour obtenir le plus de clients possible.

Dans les faits, cette complémentarité se traduit par une population cible, un montant complémentaire, une date de mise en place du prêt, l'objet du prêt et un type de remboursement différents.

Population cible

Le projet touche les paysans pauvres et moyens — les riches n'étant pas intéressés par les modalités proposées — et la banque les paysans moyens et riches — les pauvres trouvant les coûts annexes du crédit de la banque trop élevés.

Montant complémentaire

La Banque agricole offre le plus souvent des prêts d'un montant élevé de l'ordre de 200 dollars US et plus. La gestion de prêt de montant faible est plus difficile et moins rémunératrice ; compte tenu des charges de structure, ce type de prêt serait peu rentable. Le projet a donc fait le choix d'offrir des crédits d'un montant faible, pour remplir un vide dans l'activité de la banque mais aussi pour minimiser le risque en cas de non remboursement et se caler le plus possible sur les montants pratiqués dans le secteur informel.

Date de mise en place du prêt

Dans le delta du Mékong, la Banque agricole ouvre ses portes à deux périodes bien précises, avant les campagnes rizicoles. Le projet permet d'emprunter toute l'année et les bénéficiaires choisissent la date à laquelle ils vont recevoir le crédit pour qu'il s'intègre au mieux dans leur processus de production.

Objet du prêt

Il est fixé par la Banque agricole selon le prêt demandé et donne lieu à des vérifications. Dans le cas du projet, il est librement choisi par le bénéficiaire. Souvent, les plus pauvres utilisent le crédit pour financer plusieurs activités et diminuer les risques d'échecs. La complémentarité est importante pour les paysans qui utilisent le prêt pour l'élevage ou pour des activités non agricoles que la banque ne couvre pas ou très peu.

Le type de remboursement

La Banque agricole demande un remboursement en une seule fois, capital plus intérêts, après 3 à 4 mois, juste après la récolte. Dans le cas du projet, le remboursement se fait mensuellement à raison d'un dixième du capital et des intérêts pendant 10 mois. Cette durée est souvent appréciée des bénéficiaires car elle permet une gestion plus souple du budget familial.

Conclusion : une complémentarité bien acceptée

La complémentarité que le projet a voulu développer avec la banque est bien comprise par la plupart des intervenants, en particulier les 50 à 60 % des bénéficiaires qui ont aussi un crédit à la banque et combinent étroitement les deux systèmes dans la gestion du budget familial. Il est de même très clair pour eux que le projet s'est résolument porté en concurrent du crédit privé, en apportant autant que possible les mêmes services de proximité, de souplesse, de réaction rapide avec des montants similaires mais pour un coût (taux d'intérêt) bien moindre. Dans l'évaluation du système de crédit proposé, c'est ce point qui a été estimé le plus important.

Conclusion générale

Il est impossible de prévoir dans quel sens évoluera le marché financier rural. Si la Banque agricole et les institutions

officielles vietnamiennes continuent leur croissance et augmentent encore leur impact, il y aura lieu de s'interroger sur le rôle des organisations non gouvernementales étrangères en matière de crédit. La demande devenant potentiellement couverte par le secteur formel vietnamien, le risque de développement de concurrence plutôt que de complémentarité est important. Une alternative serait la création, à partir de ces expérimentations originales disséminées sur tout le territoire, d'une structure vietnamienne — une banque pour et par les pauvres comme le propose Aris Alip (1995) ou une structure de type Grameen Bank au Bangladesh — qui aurait sa place à part entière dans le paysage du marché financier et serait institutionnellement reconnue. Il est toutefois un peu tôt pour envisager une saturation à court terme du marché financier au Vietnam, la demande de capitaux restera encore de nombreuses années insatisfaite.

Jusqu'à présent, le Vietnam a su bien gérer l'activités des organisations d'aide au développement étrangères en les dirigeant vers des actions concertées et complémentaires de celles du gouvernement. Ainsi, une meilleure allocation des ressources est assurée et il n'y a pas de duplication ou de concurrence négative comme cela a pu exister dans d'autres pays en voie de développement. Dans le court terme, la complémentarité existe et n'est pas remise en cause. Dans le cas du projet ISA/FOS/DTM, l'importance des demandes pour étendre le système de crédit émanant à la fois des autorités locales et des familles paysannes en est une preuve tangible. ■

Références

Cauchois A., 1993. Approche historique et typologie des systèmes de production d'une commune de front pionnier dans une perspective de développement, district de Thanh Hoa, plaine des Joncs, Vietnam. CNEARC, Montpellier, France. Projet ISA/FOS/DTM, Hô Chi Minh-Ville, Vietnam 100 p.

Colliot E., Nguyen Van Minh, 1995. Expérimentation sur la formation de caisses villageoises de crédit dans la plaine des Joncs. Projet ISA/FOS/DTM, Hô Chi Minh-Ville, Vietnam, 77 p.

Dao Hung et Nguyen Huu Tai, 1993. *Current situation of shareholding banks*. National Economics University, Hanoi, Vietnam.

Henry Y., 1932. *Economie agricole de l'Indochine*. Hanoi, Vietnam, 696 p.

Husson O., Colliot E., Mai Thanh Phung, 1996. Le développement rural de la plaine des Joncs au Vietnam. *Agriculture et développement* 9 : 51-61.

UNDP, 1996. *Microfinance in Vietnam: a collaborative study upon the experiences of NGOs, UN agencies and bilateral donors*. Hanoi, Vietnam, 23 p.

Résumé

Le marché financier : complémentarité entre une banque d'Etat et un projet de crédit décentralisé, dans la plaine des Joncs au sud du Vietnam.

Dans un contexte de transition vers l'économie de marché et de redécouverte de la structure de l'exploitation familiale comme moteur de la production agricole, le Vietnam se trouve confronté à la question du financement de cette production. Le Vietnam moderne a su se doter d'institutions performantes et efficaces. La Banque agricole, en particulier, montre un fort dynamisme. Toutefois, cette structure ne peut couvrir tous les besoins exprimés en matière de crédit. Elle a ses propres limites de rentabilité, de gestion du risque, de personnel, de priorités définies par les échelons supérieurs. Le marché financier rural n'est pas encore saturé. Les prêteurs privés l'ont bien compris et continuent leurs activités. Toutefois, ils ont dû s'adapter à la concurrence du secteur formel à travers une baisse des taux pratiqués, sensible ces dernières années. L'émergence de nouveaux acteurs comme les organisations non gouvernementales étrangères est importante. Leur impact n'est pas négligeable. L'exemple du volet crédit animé par le projet ISA/FOS/DTM et l'organisation non gouvernementale FOS dans le delta du Mékong montre qu'il est possible de développer un système alternatif de crédit avec une envergure importante, une population cible et des modalités complémentaires de la Banque agricole. Cette complémentarité est bien comprise et évaluée positivement par tous les acteurs en présence qui demandent une intensification des actions entreprises.

Summary

The financial market: the compatibility of a state bank and a decentralized credit system in the Jongs plain in southern Vietnam.

In the context of the transition towards a market economy and the re-establishment of family farms as the main unit of agricultural production, Vietnam is looking for ways of financing small-holder farming. Modern Vietnam is well served by productive and efficient institutions. The Banque agricole, in particular, is extremely dynamic but it cannot provide for all the credit requirements. It has its own limits of profitability, risk management, personnel, and priorities set by senior management. The rural financial market is not yet saturated and private lenders continue to lend money. However, they have had to reduce their interest rates to compete with the formal sector, where interest rates have dropped significantly in recent years. The emergence of newcomers such as foreign non-governmental organizations has had a significant impact. The example of the credit system, coordinated by the ISA/FOS/DTM project and the non-governmental organization FOS in the Mekong delta, demonstrates that it is possible to develop an alternative credit system with considerable scope, a target population, and methods that complement those used by the Banque agricole. This complementary approach has been appreciated by the banking community and should be developed.

Tóm tắt

Thị trường tài chính: Sự bổ sung giữa một chương trình tín dụng phân quyền tại Đồng Tháp Mười ở miền Nam Việt Nam.

Trong bối cảnh chuyển tiếp đến một nền kinh tế thị trường và sự khám phá lại cơ cấu sản xuất gia đình như động cơ của nền sản xuất nông nghiệp, vấn đề mà Việt Nam phải giải quyết là làm thế nào để tài trợ nền sản xuất này. Nước Việt Nam hiện đại đã biết tự trang bị cho mình các định chế nhiều tính năng và có hiệu quả; đặc biệt là Ngân Hàng Nông Nghiệp, một tổ chức với tính năng động cao. Tuy nhiên, tổ chức này không thể đáp ứng được tất cả các nhu cầu về tín dụng. Ngân Hàng có các ràng buộc riêng về lợi nhuận, về quản lý rủi ro, quản lý nhân sự và các ràng buộc đến từ cấp trên. Do đó, thị trường tài chính nông thôn là chưa bão hòa. Các tư nhân cho vay hiểu rõ điều này và tiếp tục hoạt động cho vay của họ. Tuy nhiên, họ đã phải thay đổi để thích nghi với sự cạnh tranh của khu vực hợp lệ. Điều này có thể được nhận thấy qua sự giảm lãi suất cho vay, nhất là trong những năm gần đây. Sự ra đời của các tác nhân mới như các tổ chức phi chính phủ cũng đáng được quan tâm đến vì ảnh hưởng quan trọng từ nay của các tổ chức này. Ví dụ về chương trình tín dụng trong dự án ISA/FOS/DTM và tổ chức phi chính phủ FOS ở đồng bằng sông Cửu Long cho thấy khả năng phát triển một hệ thống tín dụng trên qui mô rộng lớn, với các đối tượng được chọn và với các hình thức cho vay bổ sung với các hình thức của hệ thống tín dụng Ngân Hàng Nông Nghiệp. Sự bổ sung này tất nhiên được đánh giá một cách tích cực bởi tất cả các tác nhân có liên quan, với sự mong muốn là các hoạt động đã được triển khai sẽ được tăng cường thêm.